

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

(CCAP N° DREALN DIR ENV du 18 juillet 2024)

Acheteur

ETAT Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires,
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de
Normandie

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement de Normandie, agissant par délégation de Monsieur le Préfet de Région
Normandie, Préfet de Seine Maritime

Objet du marché

Parcs éoliens en mer – Etudes scientifiques in situ, établissement et rédaction de l'état initial de
l'environnement (partie intégrante d'une étude d'impact)

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 29 novembre 2024 à 18h00 (heure locale de
l'adresse de l'acheteur)

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques.....	6
1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	6
1-7. Dispositions générales.....	7
1-8. Ordres de service.....	10
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	10
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES..	10
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	10
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	11
3-3. Variation dans les prix.....	12
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	13
ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	14
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	14
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	14
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	14
4-4. Primes pour bonne réalisation des prestations.....	15
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	16
5-1. Retenue de garantie.....	16
5-2. Avances.....	16
ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	17

ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE.....	19
7-1. Conditions d'exécution.....	19
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	19
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	20
8-1. Admission.....	20
8-2. Garantie des prestations.....	21
ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION.....	21
9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	21
9-2. Résiliation.....	21
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	22
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	22
ARTICLE 12. DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES.....	22
12.1 Conduite de la prestation.....	22
12-3. Personnel nommé désigné.....	23
12-4. Conditions limites d'intervention.....	24
ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	24
ANNEXE 1. Rythmes de règlements.....	25
ANNEXE 2. Annexe HSE - Spécifications Hygiène, Sécurité, Environnement (HSE) pour les missions en mer.....	25

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

Le présent Marché a vocation à couvrir les études environnementales nécessaires à l'établissement de l'état initial de l'environnement tel que défini par l'article R.122-5 du code de l'environnement pour les projets de parcs éoliens en mer et la rédaction de l'état initial. Il s'inscrit dans le cadre des futurs appels d'offre qui seront lancés par l'Etat, conformément à la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) à venir, pour la réalisation des prochains projets de parcs éoliens en mer, sur la façade Manche-Est Mer du Nord (MEMN).

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

Le Titulaire du marché devra remettre un rapport comprenant les livrables avec le traitement et l'analyse des données tels qu'explicitées dans le CCTP pour l'ensemble des compartiments visés dans le marché, avec une introduction, une synthèse pour chaque compartiment de sorte à décrire dans l'étude d'impact les incidences notables du projet sur l'environnement et les mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser ces incidences. Ce livrable correspondra à l'Etat initial de l'environnement et devra donc être conforme aux dispositions de l'article R.122-5 du code de l'Environnement.

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur ainsi que décrit ci-après :

L'ensemble des campagnes *in situ* menées, les données brutes et livrables produits sont transmises au fil de l'eau aux candidats à l'appel d'offres pour la construction et l'exploitation du/des parc(s) éolien(s) en mer concerné(s). Par la suite tous ces éléments et notamment le rapport final sera transmis au lauréat de l'appel d'offres et servira de base à la rédaction de l'étude d'impact.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : La zone concernée est une zone de l'ordre de 700 km² au large des côtes de la Seine-Maritime.

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

Le directeur de projet parc éoliens en mer, son adjoint ou les chargés de missions.

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations , les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire , ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur , celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour

via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Les stipulations du CCAG sont applicables.

1-4. Passation des commandes

Sans objet.

1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques

Le marché comporte une tranche ferme et 4 tranche(s) optionnelle(s) désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Phase 1 : L'élaboration d'une étude préliminaire permettant de recenser l'ensemble des connaissances disponibles sur la zone considérée et ainsi identifier lacunes en terme de données de sorte à établir des protocoles de campagnes in situ permettant de combler ces insuffisances ----- Phase 2 : La réalisation opérationnelle des campagnes de mesure in situ portant sur l'ensemble des compartiments concernés sur la première année et la rédaction du rapport de l'état initial de l'environnement
Tranche optionnelle 1	La réalisation opérationnelle des campagnes de mesure in situ portant sur l'ensemble des compartiments concernés sur la seconde année et mise à jour du rapport de l'état initial de l'environnement
Tranche optionnelle 2	La mise en place d'un radar avifaune en mer sur un an¶
Tranche optionnelle 3	Caractérisation par ADN environnemental
Tranche optionnelle 4	La rédaction de l'étude d'impact¶

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

1-6.2 Sites sensibles

Sans objet

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

1-7. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité

ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-7.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché

public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

1-7.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

1-7.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-7.6. Clauses sociales et environnementales

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux comme décrit dans l'annexe HSE.

La mutualisation des campagnes sera optimisée lors de l'exécution du marché, afin de limiter les déplacements . Le pilotage global des actions sur la zone d'études doit être un gage d'efficacité et de limitation des émissions de CO2. Le(s) co-traitant(s) et/ou sous-traitant(s) agissent de façon globalisée et non indépendamment les uns des autres.

Les livrables ainsi que tous les échanges entre les co-contractants se feront sous formats dématérialisés.

1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi :
- Le bordereau des prix unitaires ;
- Le détail estimatif ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

3-1.1. Délais limites de notification

Les délais limites de notification de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

Tranche	Délai
Optionnelle 1	15 mois
Optionnelle 2	15 mois
Optionnelle 3	15 mois
Optionnelle 4	24 mois

En cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

3-1.2. Indemnité de dédit

Sans objet.

3-1.3. Indemnité d'attente

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau de »s prix unitaires.

3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les demandes de paiement sont présentées conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera bimestrielle. Le rythme des règlements des prestations par compartiment concerné est fournie dans le tableau en annexe.

Les prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié :

- sur le site internet de l'INSEE ; « www.bdm.insee.fr » ;
- au Bulletin Officiel du ministère en charge du calcul des index BTP ; En cas de modification affectant la composition et/ou la définition de l'indice/index de référence, de même qu'en cas de disparition de cet indice/index et de substitution de cet indice/index par un indice/index de même nature ou équivalent, ainsi qu'en cas de modification de l'organisme le publiant ou des modalités de publication, l'indice/index issu de cette modification ou de cette substitution, s'applique de plein droit.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le Titulaire est tenu de faire parvenir au représentant de l'acheteur son calcul de révision via la transmission d'une liste de prix/décomposition révisée dès la publication de la valeur de l'index permettant la révision.

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_{n-6} / I_{0-6})$$

La révision des prix est effectuée à la date de l'acte prescrivant le commencement des prestations de la tranche considérée avec :

avec : I_{0-6} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;

I_{n-6} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 6 mois.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées quels que soient leurs montants.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, cette pénalité journalière est fixée à :

Tranche	Pénalité journalière
Ferme	1 000 euros
Optionnelle 1	1 000 euros
Optionnelle 2	1 000 euros
Optionnelle 3	1 000 euros
Optionnelle 4	1 000 euros

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

Sans objet.

4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

4-3.3. Clauses sociales

Sans objet.

4-3.4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 10000 €

4-3.5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 10000 €

4-3.6. Pénalités de retard dans la remise des livrables documentaires

Si l'un des livrables intermédiaires demandés n'est pas remis dans les délais contractuels et au niveau de qualité requis, il est appliqué une pénalité journalière de 200 € HT par Jour de dépassement du délai contractuel de remise du document.

Le niveau de qualité requis des livrables est celui qui permet a minima de répondre aux attendus définis par le CCTP et d'assurer la recevabilité des documents auprès des services de l'Etat.

Cette pénalité journalière est aussi applicable en cas de défaut de remise des enregistrements associés aux livrables documentaires.

Sont concernés au titre de cet article les livrables documentaires suivants :

- Synthèse bibliographique
- Définition des zones d'études et des protocoles
- Un rapport de mission pour chaque sortie
- un livrable mensuel décrivant l'acquisition des données et faisant état de toute difficulté

rencontrée

- traitement et l'analyse des données acquises lors des campagnes pour établir l'état initial de la zone
- Livrable Intermédiaire, état initial pour la première année, état initial suite aux deux années de campagnes
- Les données brutes et traitées de toutes les stations de mesure déployées dans les plans d'échantillonnage pour tous les compartiments

4-4. Primes pour bonne réalisation des prestations

Il est défini une prime mensuelle de bonne réalisation des prestations permettant de valoriser les efforts particuliers qui seront mis en œuvre dans le but d'obtenir des études de la meilleure qualité possible. Il s'agit d'une obligation de moyens renforcée dans le but de tenir compte des aléas susceptibles de se présenter. Cette prime a pour objectif de valoriser une gestion de projet proactive du Titulaire capable de s'adapter rapidement et de la meilleure manière possible aux aléas susceptibles de se présenter dans la conduite de l'étude et en particulier pour les campagnes de terrain (préparation, lancement, conduite...).

Cette prime est de 10 000 € maximum par mois comportant des campagnes de terrain. Il sera fait un point mensuellement afin que l'Acheteur détermine si le titulaire est bénéficiaire de cette prime et son montant pour le mois écoulé. Cette détermination est du ressort de l'Acheteur seul ; le Titulaire n'aura pas de recours s'il est en désaccord avec la décision finale.

Seront évalués dans ce cadre tous les moyens mis en œuvre par le Titulaire pour respecter le planning défini et pour réaliser au mieux l'ensemble des prestations demandées y compris en cas d'aléas se présentant (météo dégradée sur une longue durée, perte /recherche de matériel, faible disponibilité des moyens nautiques ou aériens, période de faible disponibilité de personnel...) ainsi que la qualité de la remontée d'informations du Titulaire à l'Acheteur. Le Titulaire ne devra en aucun cas déroger aux mesures HSE. Il est du ressort du titulaire de justifier auprès du représentant de l'Acheteur les moyens qu'il a mis en œuvre pour assurer la bonne conduite des études notamment au travers du compte rendu qu'il fera des revues de projets mensuelles.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3

à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Cette règle est appliquée qu'il y ait ou non recouvrement total ou partiel de tranches dans le temps.

Le pourcentage est fixé à :

Tranche	①
Ferme	30 %
Optionnelle 1	30 %
Optionnelle 2	30 %
Optionnelle 3	30 %
Optionnelle 4	30 %

① % du montant initial TTC de la tranche.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

6.1 Droits de propriété antérieurs au marché

a) Définition des droits de propriété antérieurs

Chaque Partie reste propriétaire ou Titulaire des droits de propriété intellectuelle de toute nature (brevets, marques, propriété littéraire et artistique, etc.), des savoir-faire et des connaissances qu'elle possède au moment de la signature du marché ou sur lesquels elle détient une licence d'exploitation, l'ensemble étant ci-après désigné par « Connaissances Antérieures ». A ce titre, elle reste libre de les exploiter, dans la limite des droits dont elle disposait, et sauf à préserver les droits de l'autre Partie tels qu'ils sont définis ci-après aux articles "Périmètre d'utilisation des

Connaissances Antérieures par le Titulaire", "Dispositions communes aux Parties" et "Droits générés par le marché".

b) Périmètre d'utilisation des Connaissances Antérieures par le Titulaire

Le Titulaire s'engage à n'utiliser pour l'exécution du marché que des Connaissances Antérieures :

- appartenant au domaine public et qui sont donc librement exploitables et reproductibles sans

limitation par quiconque ou,

- dont le Titulaire a la pleine propriété ou la libre exploitation, avec droit de les transférer à un tiers, et

sous réserve d'avoir fait connaître à la signature du marché l'existence de ces droits à l'Acheteur ou,

- dont l'Acheteur a la propriété ou la libre exploitation.

Si le Titulaire met en oeuvre des Connaissances Antérieures citées au point c) ci-dessus, il s'engage à ne les exploiter que dans le cadre de l'exécution de la prestation objet du marché.

Si, en cours de marché, le Titulaire entend faire usage de Connaissances Antérieures citées au point b) susvisé, il avertit préalablement par écrit l'Acheteur qui dispose de 21 Jours après notification pour lui donner son accord, le silence valant refus.

En cas de refus et si le Titulaire persiste dans sa demande, le marché peut être résilié.

Par ailleurs, en cas d'utilisation de Connaissances Antérieures visées au point b) ci-dessus, l'Acheteur bénéficie de plein droit et sans frais additionnel d'une licence d'utilisation des Connaissances Antérieures et ce pour la durée de vie des droits de propriété intellectuelle qui y sont attachés.

Dans le cadre de cette licence :

L'Acheteur a le droit d'utiliser les Connaissances Antérieures pour l'exploitation du Matériel.

- Si l'exploitation du Matériel est confiée à un tiers, celui-ci bénéficiera de plein droit, sans frais

additionnel, d'une sous-licence d'utilisation.

- L'Acheteur a le droit de sous-licencier les droits d'utilisation des Connaissances Antérieures à tout tiers de son choix dans la mesure où elle a recours à ce tiers pour l'utilisation des Résultats et qu'il n'est pas raisonnablement possible d'exploiter ces Résultats sans mettre en oeuvre les Connaissances Antérieures.
- L'Acheteur s'engage à imposer à ses sous-licenciés de ne pas exploiter les Connaissances Antérieures objet de la sous-licence à d'autres fins que celles visant à permettre à lui d'exécuter ses

missions de service public.

- L'Acheteur est autorisé à apporter aux Connaissances Antérieures, à ses frais et risques, toute

modification, adaptation ou arrangement nécessaire pour satisfaire en permanence ses besoins.

c) Dispositions communes aux Parties

Dès lors que des Connaissances Antérieures citées aux points b) ou c) de l'article "Périmètre d'utilisation des Connaissances Antérieures par le Titulaire" sont mises en oeuvre dans le cadre du marché, chaque Partie ne pourra effectuer des publications, ou des communications orales, relatives aux Connaissances Antérieures de l'autre Partie, sans demander par écrit son autorisation préalable à la Partie propriétaire des droits, ou Titulaire du droit d'exploitation, sur ces Connaissances Antérieures.

6.2 Droits générés par le marché

a) Dispositions communes sur les droits de propriété et d'exploitation

Les parties conviennent que les dispositions des articles Confidentialité et Propriété Intellectuelle

relatives aux Résultats valent également pour les méthodologies et connaissances développées ou mises au point dans le cadre de l'exécution du marché, mais non directement liées à son objet.

b) Droits de propriété sur les Résultats

En ce qui concerne les Résultats, les Parties conviennent de la dévolution entière à l'Acheteur des droits de propriété sur les Résultats concernant les prestations réalisées pour le seul compte de l'Acheteur.

L'Acheteur acquiert au titre du marché l'intégralité des droits de propriété sur les Résultats propres aux prestations et sur tout document les formalisant, tel qu'études, données brutes, plans et graphiques remis par le Titulaire dans le cadre du marché. Dès lors, en ce qui concerne les Résultats relevant de la propriété littéraire et artistique, l'Acheteur dispose, sans coût additionnel, de tous les droits d'exploitation, de la manière la plus large et sans réserve, et notamment du droit de reproduction, de représentation, d'adaptation, de modification, de distribution, d'usage sous toutes ses formes selon tous modes présents ou à venir et sur tous supports, pour tous usages et toutes destinations, et ce pour le monde entier et pour la durée de validité des droits, par lui-même ou par tout tiers de son choix.

En conséquence, le Titulaire renonce à tout droit sur les Résultats, même partiels, des prestations, ainsi que sur les différentes données recueillies par le Titulaire et ayant servi à l'obtention des résultats et à l'élaboration des documents de l'étude. L'Acheteur peut librement communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment l'ensemble des données brutes, analyses, traitements, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché. L'Acheteur peut librement publier les résultats des prestations. Le Titulaire cède à titre exclusif les droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats. Cette session est complète, sans restriction ni condition et est définie pour le monde entier.

6.3 Garantie contre les revendications de tiers

Le Titulaire garantit l'Acheteur contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes mis en oeuvre pour l'exécution du Marché et/ou nécessaires pour les exploitations par l'Acheteur.

Le Titulaire s'engage à mener toutes actions et procédures à ses frais en vue de faire cesser le trouble et à réparer les dommages de toute nature, directs et indirects, subis par l'Acheteur en cas de recours par des tiers.

Pour ce faire, il est nécessaire :

- que l'Acheteur ait notifié, dans un bref délai, par écrit, l'action en contrefaçon et/ou en concurrence déloyale et parasitaire ou la déclaration ayant précédé cette action ou,
- que l'Acheteur ait collaboré loyalement à ladite défense en fournissant tous les éléments, informations

ARTICLE 7. EXECUTION DU MARCHE

7-1. Conditions d'exécution

7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations

Il est précisé qu'à l'issue de la tranche ferme – phase 1, l'Acheteur et le Titulaire feront le point sur les prestations à réaliser en phase 2 sur la base du détail estimatif du marché. Ce détail estimatif sera éventuellement adapté au regard des conclusions de l'étude préliminaire établie lors de la phase 1 et d'éventuelles remarques du Conseil scientifique, d'un autre partenaire ou d'une décision de l'Acheteur.

L'Acheteur bénéficie de l'appui d'une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de l'exécution de ce marché. Le Titulaire facilite la réalisation des missions de contrôle que lui confie l'Acheteur.

7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

7-1.3. Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Le titulaire prendra toutes les mesures de prévention et de sécurité nécessaires à l'exécution des prestations, dans le respect du cadre réglementaire en vigueur qui s'impose (annexe 2).

Le Titulaire a la responsabilité pleine et entière de la maîtrise et de la prévention des risques pour ses salariés et ses fournisseurs et sous-traitants intervenant sur un site d'exécution du marché et doit respecter les dispositions du code du travail applicables relatives à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations et respectant les prescriptions de l'annexe HSE du présent CCAP, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- Les protections ;
- Les meubles vestiaires ;
- Les matériels de télécommunication ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de recherche de personnes (bips, talkie walkie...) ;

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au représentant de l'Acheteur, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

8-1.2. Délais d'admission des prestations

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

8-1.3. Réfaction

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1.4. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1.5. Rejet

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-2. Garantie des prestations

Sans objet

ARTICLE 9. ARRET DES PRESTATIONS - RESILIATION

9-1. Arrêt de l'exécution des prestations

Sans objet.

9-2. Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

Les clauses techniques sont définies dans le CCTP.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 12. DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES

12.1 Conduite de la prestation

Le Titulaire prend en compte toutes les exigences de l'Acheteur notamment celles relatives à la qualité des prestations.

Le Titulaire s'engage à faire bénéficier l'Acheteur de toute son expertise, méthodes de travail et expérience, acquises par son personnel et, plus largement, par l'ensemble des salariés, collaborateurs, experts et personnel qualifié opérant en son nom dans le domaine de chaque activité effectuée dans le cadre de cet accord-cadre.

Le Titulaire est responsable du choix des moyens techniques, logistiques, humains, matériels à mettre en oeuvre pour exécuter les Prestations qui relèvent de ce marché.

Le Titulaire se porte garant du respect intégral du marché par ses fournisseurs et sous-traitants éventuels.

Le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché ou, dans le cas de co-traitants conjoints, des prestations qui leur sont assignées. Dans tous les cas, le Titulaire, sous sa responsabilité, assure la coordination de ses fournisseurs.

Toutefois, et sans que cela remette en cause de quelque manière que ce soit son obligation de résultats, il communique à l'Acheteur, en toute transparence, l'organisation mise en place aux fins d'exécution des prestations.

12.2 Modification de la composition des équipes

Le titulaire précise à l'acheteur, en temps réel, toute modification apportée dans la composition et l'organisation de ses moyens propres.

En conséquence, le Titulaire reconnaît notamment :

1. Constituer des équipes qualifiées et compétentes, c'est-à-dire formées conformément aux exigences de chaque prestation ;
2. Maintenir les niveaux de qualification et de compétences nécessaires à l'exécution des missions ;
3. Maintenir une réactivité suffisante en adaptant, le cas échéant, les effectifs et les qualifications de chaque équipe ;
4. Veiller au respect de toutes les règles de sécurité relatives soit au système informatique de l'Acheteur, soit à l'accès aux locaux de l'Acheteur.

Afin d'assurer la bonne exécution des prestations et conformément au présent marché, le Titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour maintenir, tout au long de l'exécution du marché, le niveau de qualification, la disponibilité et la réactivité des agents dédiés à l'exécution de ces prestations.

L'Acheteur peut demander au Titulaire d'exclure de la mission toute personne qui se comporterait de la manière suivante :

- 1) incompétence ou négligence dans l'exercice de ses fonctions ;
- 2) activités contraires ou préjudiciables aux intérêts de l'Acheteur ;
- 3) non-respect des procédures de sécurité décrites dans les Spécifications techniques ou comportement susceptible de porter atteinte à la sécurité, à la santé ou à l'environnement.

Les personnes concernées par l'application de ces dispositions sont exclues immédiatement de la mission.

L'exclusion des personnes concernées par l'application de ces dispositions est aux frais du titulaire.

12-3. Personnel nommé désigné

Comme demandé dans l'acte d'engagement, le Titulaire, désigne un chef de projet, des experts et des suppléants qui doivent assurer l'articulation entre les différentes prestations et éventuels sous-traitants, et être les interlocuteurs privilégiés du Maître d'Ouvrage.

Le Marché est conclu en considération expresse de la qualification de l'équipe du Titulaire effectuant tout ou partie des prestations objet du marché.

Le Personnel nommé désigné comprend les personnes définies et énumérées dans l'acte d'engagement.

Ce Personnel clé sera soumis à l'Approbation de l'Acheteur. Si l'Acheteur n'accepte pas une personne en tant que personnel clé, le Titulaire remplace cette personne par un autre membre de son personnel ayant des qualifications équivalentes qui sera présentée à l'Acheteur pour approbation.

Le Titulaire doit s'assurer que tout membre individuel de son Personnel clé se rende facilement disponible pour conseiller, intervenir, rendre compte ou présenter les Résultats des missions qu'il effectue pour le compte de l'Acheteur.

Si un membre de cette équipe, y compris le chef de projet, venait à cesser son service pour quelque cause que ce soit, hors périodes de congés annuels, le Titulaire propose à l'Acheteur un remplaçant ayant des compétences équivalentes. Si tel n'est pas le cas, l'Acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités définies par le présent CCAP ou de résilier le marché sans indemnisation du Titulaire.

Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations entre tous les intervenants du projet. Il lui appartient de définir l'organisation de son équipe projet composée de membres désignés du titulaire.

En application de l'article 3.4.2 du CCAG PI, lorsque cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, l'Acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'Acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins

équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent. Pendant ce temps, c'est le suppléant qui assure les missions du chef de projet ou de l'expert.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'Acheteur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de quinze jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'Acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'une semaine supplémentaire pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'Acheteur est motivée. Les avis, propositions et décisions de l'Acheteur sont notifiés selon les modalités fixées à l'article 1.2.2 du CCAP. À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le l'Acheteur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG PI.

Le chef de projet assiste personnellement à toutes les réunions auxquelles il est convoqué par l'Acheteur.

Il se rend dans les bureaux de l'Acheteur chaque fois qu'il en est fait la demande.

Le chef de projet s'appuie sur une équipe qu'il coordonne pour mener à bien les missions confiées au Titulaire.

À la remise de chaque livrable, les chargés de mission de l'État procèdent à la vérification du livrable remis. À ce titre, l'État vérifie :

- que le livrable remis est complet et conforme aux exigences du CCTP ;
- que le livrable présente un niveau de qualité que l'Acheteur est en droit d'attendre au titre du marché. Les rapports doivent ainsi être pédagogiques dans la mesure où ils sont destinés au public, synthétiques, sans fautes d'orthographe et avec une syntaxe correcte. Les cartes et leurs légendes, doivent être lisibles et pédagogiques.

L'État transmettra ses retours au titulaire sous un délai maximum de 1 mois qui pourra être plus long selon la nature du document concerné. Ce délai sera précisé par l'Acheteur lors de la réception du document.

Le Titulaire tient compte des retours et transmet une nouvelle version mise à jour dans un délai maximum de 7 jours qui peut être plus long en fonction de la nature du document concerné. Ce délai sera précisé par l'Acheteur lors de chaque demande de corrections. Le Titulaire effectue autant de corrections que nécessaires jusqu'à ce que l'Acheteur valide le livrable, c'est-à-dire jusqu'à ce que le livrable soit conforme aux exigences du CCTP.

Aucune validation tacite des livrables remis par le titulaire ne pourra avoir lieu dans le cadre du présent marché.

12-4. Conditions limites d'intervention

Les conditions météorologiques compatibles avec la réalisation des prestations pour chaque compartiment sont définies dans les fiches protocoles prévues dans le CCTP. En cas de conditions arrivant en limite de compatibilité avec les prestations envisagées mais ne remettant pas en cause la sécurité des intervenants, le titulaire pourra solliciter l'Acheteur afin qu'ils valident ensemble une éventuelle intervention en conditions dégradées qui pourrait impliquer une réalisation incomplète des campagnes. Les conditions financières de prise en charge de ces campagnes incomplètes seront convenues entre le Titulaire et l'Acheteur au préalable de la sortie.

ARTICLE 13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4.2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG¶
CCAP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG
CCAP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG 3ème alinéa
CCAP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG¶

b) CCTG et CPC travaux publics

Sans objet

c) Normes françaises homologuées

Sans objet

d) Autres normes

Sans objet

ANNEXE 1. Rythmes de règlements

ANNEXE 2. Annexe HSE - Spécifications Hygiène, Sécurité, Environnement (HSE) pour les missions en mer